



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique du patrimoine

Question au Gouvernement n° 2111

Texte de la question

ENTRETIEN DU PATRIMOINE

M. le président. La parole est à M. Jean Launay, pour le groupe socialiste.

M. Jean Launay. Monsieur le président, en l'absence de M. le Premier ministre, ma question s'adresse à M. le ministre de la culture et de la communication.

Par sa politique économique et sa gestion des affaires de l'État, le Gouvernement est bel et bien responsable de l'augmentation du chômage ("*Oui !*" *sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Mesdames, messieurs les ministres, votre politique continue d'être la cause de l'accroissement du chômage et cela va continuer. Nous allons dans le mur, moins vite peut-être, mais nous y allons.

Je prendrai un exemple qui touche les territoires, comme l'a fait hier notre excellent collègue William Dumas.

Monsieur le ministre de la culture, malgré la dimension prioritaire que vous reconnaissiez en septembre 2003 au plan national pour le patrimoine et la nécessité de maintenir la dynamique d'entretien et de restauration de notre patrimoine, tout dans la pratique budgétaire et dans la délégation des crédits de votre ministère aux directions régionales des affaires culturelles, va à l'inverse de ce que vous affichiez.

Dans la région Midi-Pyrénées, la dotation reçue à ce jour permet de solder les impayés 2004, mais ne couvre pas les travaux en cours cette année. Demain, l'activité de restauration des monuments historiques sera sinistrée et de nouveaux chômeurs viendront grossir les rangs des demandeurs d'emploi alors que le travail est là, qui attend. Par manque de crédits de paiement, les directions régionales des affaires culturelles, partout sur le territoire national, envisagent de fermer des chantiers en cours. Les appels d'offre lancés en début d'année ne sont pas ouverts, les chantiers attribués ne donnent pas lieu à délivrance des ordres des services.

Monsieur le ministre, ma question est simple : attendrez-vous les plans sociaux de licenciement des entreprises du secteur de la restauration des monuments historiques pour tenir les engagements de l'État, alors que les collectivités territoriales cofinanceurs ont déjà versé leur quote-part ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la culture et de la communication.

M. Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la culture et de la communication. Monsieur le député, s'il est une idée qui doit nous rassembler tous,...

M. Jean Glavany. C'est la République !

M. le ministre de la culture et de la communication. ...c'est celle que le patrimoine constitue un capital pour notre avenir. Il ne se limite pas au respect du passé et des vieilles pierres, il contribue aussi au rayonnement de notre pays, et cela passe par la restauration et l'animation de ce patrimoine. De ce point de vue, je vous demande d'être volontaires et même un peu fiers.

Volontaires : lorsqu'il s'agit de voter les crédits supplémentaires, faites-le ! À trois reprises, au-delà du budget reconduit et même augmenté, trois décisions ont été prises : en août 2004, 21,8 millions d'euros provenant de redéploiements ont été affectés au patrimoine ; en décembre dernier, compte tenu des besoins, notamment des impayés dont je suis très conscient, le Premier ministre, en loi de finances rectificative, a attribué 31 millions d'euros supplémentaires pour payer les factures ; enfin, les crédits du patrimoine pour 2005, que vous n'avez pas votés, ont été augmentés de 25 millions d'euros supplémentaires.

Toutes ces mesures sont-elles suffisantes ? ("*Non !*" *sur de nombreux bancs du groupe socialiste.*) J'ai la

franchise de répondre non. Le capital que nous avons entre les mains - qui va de la cathédrale de Chartres à la façade d'un café dans une commune rurale jusqu'à l'enfouissement d'une ligne électrique - participe au rayonnement de notre pays. Lorsque j'ai pris la décision de conserver à l'État la maîtrise du Grand Palais, avec toutes les charges que cela implique, c'est aussi en pensant à l'emploi et à l'attractivité de notre pays. Enfin, ce soir, c'est l'ouverture du festival de Cannes. Je rappelle que j'ai pour objectif de "relocaliser" les tournages en France. L'autre jour, je suis allé à Versailles assister au tournage d'un grand film américain...

M. Patrick Roy. C'est hors sujet !

M. le ministre de la culture et de la communication. ...et j'étais fier de voir ainsi mis en valeur le patrimoine de mon pays. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean Launay](#)

Circonscription : Lot (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2111

Rubrique : Patrimoine culturel

Ministère interrogé : culture et communication

Ministère attributaire : culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 12 mai 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 mai 2005